

ATIONS UNIES

ONSEIL
E TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.30
16 février 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION DE M. PIERRE SIMON NKEN TCHALLE
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24, et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Nken Tchallé Pierre
Ancien Combattant 1939-45
Sergent chef Notable de la
Position village POUT-KELE
à km 29. Par Eseka un Elu de
185 personnes et Ndjock Gabriel
Commerçant africain Notable des
NKOSSIMS Domicilié à Eseka sous-
l'Administration Française au
Cameroun Subdivision d'Eseka.

Eseka, le 27/1/54

A Monsieur le Secrétaire général chargé
des Territoires sous Tutelle à l'ONU

NEW-YORK

Monsieur,

Renouvellement de rapports à la 7e commission du tutelle à l'ONU d'un
mandat de 130 personnes et un Elu a présenter par les population de Nkossim.
Affirmons Ndjock Gabriel notable et Commerçant africain sous l'Administration
Française au Cameroun.

Mettons des résolutions sur l'affaire du terrain de Nkossim au village
de Ngwangwanda. Le terrain se compose de 18 kms de longueur limité par les
villages: Hegba à Song-Kamla et la rivière LOBO-Etong-Yaoundé largeur 4 km
à gauche le village d'Ekoa Ngombe a droite le village de Mabobol Manoyoi.
La population de Ngwangwanda se composait de 500 personnes en 1935 dont 150
étaient imposables. En 1936, par l'accusation de Mr. Bayek Robert prétendant
dire que le terrain l'appartient, Monsieur Damson Administrateur des
Colonies à la Subdivision d'Eseka, avait reçu un mandat de Mr. le Gouverneur
PAIE de faire déloger les "Nkossim" sur leur terre natale, sans tenir aucun
jugement. Obligatoirement, Mr. Damson par l'ordre du chef de Région, est

venu et a brûlé 132 maisons et condamné tous les notables des villages des Nkossims. Après l'appel de NKEN Tchuallé Pierre à Mr. le "Gouverneur" Haut Commissaire de la République Française au Cameroun, celui-ci avait donné le mandat à Mr. Victor Frayer Administrateur des Colonies, Adjoint au chef de Région à Edea pour faire l'enquête au terrain de Ngwangwanda.

Monsieur Victor Frayer trouvant que le nommé "Bayek" avait tort parce que : 1ere le terrain qu'il déloge les Nkossims ne l'appartient pas, 2e il a brûlé les maisons qui contenaient des piles de sacs de cacao, palmistes et autres produits du pays l'avait infligé une amende de payer les maisons brûlées. Les frais d'amende étaient sous le mandat de chef de Région. En 1939, Monsieur le chef de Région avait renouvelé le mandat à Mr. le Lieutenant Henri Rely Commandant d'Infanterie et chef de Subdivision d'Eseka a effectué une tournée au Canton Ndock Béa arrivé à Ngwangwanda Nkossim, convoqué tous les sortissants de Ngwangwanda Expliqué les discours suivants et dit: je me suis chargé par le chef du Territoire que notre sol ne nous appartient plus. Notre installation est près de la ville au Canton NDOCK-Ndjue 1er au chef supérieur Matip Henri. Déplacement obligatoire avec trois notables pour aller voir la forêt vierge à Pout Kéllé. Ils étaient ce jour vingt cinq personnes imposables n'en parlons les mauvais traitements que les Nkossims ont eu ce-jour. Des sortissants de Nkossims demandent au Tutelle à l'O N U est ce que une personne peut quitter son sol natal ainsi sans tenir palabres? suivant la méthode de l'Assemblée Territoriale au Cameroun, sur l'article No "x" les Nkossims demandent que Mr. Bayek Robert les avait trahi chez Monsieur le chef de Région de la Sanaga Maritime en 1936. Les Nkossims demandent l'argent et leurs dommages intérêts et taux sur leur cacao que Bayeck vendait 60 tonnes 800 kg par an 40 tonnes d'huile de palme 35 tonnes de palmistes. Les rudes travaux, les prisons nous ont fait perdre 135 personnes. L'Assemblée Territoriale connaît cette affaire, c'est Mr. Le Gouverneur veut pas l'arranger. Je me suis présenté chez lui plusieurs reprise pour nous trancher cette affaire, mais il la laisse jusqu'ici sans suite. Je vous soumetts que la lettre du 7e commission s'était renvoyée au Gouvernement Français au Cameroun pour faire l'enquête mais rien ne se réalise. Les

Nkossims demandent l'amélioration de leurs plantations, leurs maisons et le 185 personnes perdues. Les Nkossim demandent à Bayeck Robert de leur payer en 13 ans qu'il est sur leur propriété une somme trois cent million de francs et vous aller vous figurer de 135 jeunes gens de 25 ans qu'il étaient perdues et je vous prie Mr. le Secrétaire Général de L'O N U qu'avant de renvoyer la 2e enquête au Cameroun il faut me faire connaître exactement la date, je suis sur que le Cameroun est sous Tutelle à L'O N U.

Dans l'attente d'une suite favorable, Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, nos meilleurs Salutations.

- - - - -